NTELA

____ N° 02, Vol. 2, Juillet-Décembre 2021 ____

ISSN : 2789-3588

Revue du Centre Universitaire de Recherche sur l'Afrique (CURA)

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Couverture : Figure de chasseur bantu de l'Afrique centrale. Statuette collectée par le Laboratoire d'Anthropologie et d'Histoire (actuelle Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi), entre les année 1975 et 1980. Dans les langues kongo de cette sous-région, le bon chasseur est justement appelé « *NTELA* ». Par métonymie, ce nom symbolise l'homme constamment animé par la quête des savoirs et des connaissances ; un scientifique qui cherche, qui trouve et qui partage ses trouvailles avec les autres au moyen de la publication.

Les opinions exprimées dans les différents textes publiés ici sont celles de leurs auteurs. Elles n'engagent nullement la Revue *NTELA*

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
E-mail : cura.congobrazza@gmail.com

NTELA

____ N° 02, Vol. 2, Juillet-Décembre 2021 ____

ISSN : 2789-3588

Revue du Centre Universitaire de Recherche sur l'Afrique (CURA)

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Publications semestrielles de la Revue NTELA

Directeur de publication

Yvon-Norbert GAMBEG

Rédacteur en chef

Jean Félix YEKOKA

Comité de rédaction

Jacques Nkeoua Oumba, Paul Kibangou, Régina Patience Ikemou, Rony Dévyllers Yala Kouanzi, Samuel Kidiba, Dieudonné Mouakouamou Mouendo, Didace Kevin Kouloungou Boungou, Jean-Bruno Bayette, Dreid Miché Kodia Manckessi.

Comité scientifique

Jean-François Owaye, Professeur, Université Omar Bongo (Gabon), Miche-Alain Mombo, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Georges-Claude Tshund'Olela, Professeur, Université de Kinshasa (RD. Congo), Omer Massoumou, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Françoise Blum, Professeur, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne (France), Bienvenu Boudimbou, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Professeur, Adon Simon Affessi, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Université Marien Ngouabi (Congo), Dieudonné Tsokini, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Pierre Yvon Ndongo Ibara, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Joseph Zidi, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Henri Yambené Bomono, Professeur, Université Yaoundé 1 (Cameroun), Jean Félix Yekoka, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Rogacien Tossou, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Université Marien Ngouabi (Congo), Yvon-Norbert Gambeg, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Sophie Pulchérie Tape, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Amuri Mpala Lutébélé, Professeur, Université de Lubumbashi (RD. Congo), Didier Ngalebaye, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo).

Infographie : Dreid Miché KODIA MANCKESSI

SOMMAIRE

Éditorial

Articles

I. SOCIOLOGIE

Pratiques sexuelles des jeunes filles de la commune d'Abobo (Côte d'Ivoire) en contexte d'introduction des ARV dans le champ médical du VIH/sida
Anon Félix N'DIA, Assian Agnès Chantal AHUIE 15

Les implications de la planification familale dans la dynamique socio-économique et environnementale des populations de la commune d'Agbangnizoun au sud du Bénin
Offin Lié Rufin AKIYO 31

Les fonctions socioculturelles du piment chez les Akyé du Canton N'Kadié en Côte d'Ivoire
Ramatou TRAORÉ, Kouacou ANZIAN, N'drin Claverine Dominique N'GUESSAN LOBOUÉ 47

La politique de municipalisation accélérée en République du Congo et ses implications sociologiques et économiques : cas de Makoua dans le département de la Cuvette centrale
Richard Macaire LENGO 69

La gestion des relations communautaires dans l'industrie minière en Côte d'Ivoire : une étude de cas sur les sites miniers de Bonikro et Hiré
Iguélédjôh Annick SILUÉ épouse OUATTARA, Kouassi Nicolas KOUADIO, Pierre ÉHOUSSOU 89

Les inégalités dans les parcours scolaires : Les redoublements dans l'enseignement secondaire au Cameroun
Mathias ATSATITO 115

II. PSYCHOLOGIE

Comportements civiques organisationnels et stress au travail chez le personnel des services de soins du CHU-Campus de Lomé, Togo
Pazambadi KAZIMNA 145

L'expérience de la thérapie EMDR auprès d'un adolescent vivant avec le VIH au Centre de Traitement Ambulatoire de Brazzaville (Congo)
Patient Bienvenu MOUZINGA-KIMBAZA, Yawa Ossi ESSIOMLE, Edmond Guy Serge DIBALA 161

Schémas précoces inadaptés chez les personnes dépendantes aux substances psychoactives à Lomé, Togo
Kaka KALINA, Marodégueba BARMA, Reine Soume TENE 177

III. SCIENCES DE L'ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Évaluation de la mise œuvre de la démarche expérimentale OPHERAIC dans les collèges de Brazzaville
Chris Poppel LOUYINDOULA BANGANA YIYA 201

Communication pour la promotion de l'allaitement maternel exclusif à Abidjan
Abibata DRAMÉ, Amah Victoire KOUADIO 221

Problèmes d'enseignement du commentaire composé dans des lycées en République du Congo
Ida Rose Aimée PANDI née MABIALA 241

IV. LITTÉRATURE-SCIENCES DU LANGAGE-ANGLAIS

La métaphore du corps et du cœur dans les œuvres poétiques de Patricia Siliadin, Jean-David Messangan, Patron Henekou et de Gilles Bocco
Essotorom TCHAO, Dilone Ograbakou ABAGO, Mawuli Kodjo AVULETEY 267

Quelques aspects stylistiques du discours rapporté chez Patrick Modiano
Arsène ELONGO, Augustin NOMBO, Noé Marius MOUKIAMA NGANKOUSSOU 287

La perception de la nature dans l'œuvre théâtrale de Henri Djombo : pour une approche écocritique
Bellarmin Étienne ILOKI 301

Le verbe olia « être » dans la langue *likwála*
Régina Patience IKEMOU 325

Poétique du nominal, du spatial et du fragmenté dans les récits de voyage de Théophile Gautier
Didier Judes ONDOUO 335

Transposition linguistique chez des humoristes ivoiriens : cas de le Magnific, Boukary et de Perpignan
Médard Brou KOUAKOU 351

Formes et enjeux de passages vers une liberté populaire dans *5 Octobre An Zéro* d'APEDO-AMAH
Paméssou WALLA 369

L'Autre bord de Jean Kantchébé : une pièce de théâtre à tonalité existentialiste
Seexonam Komi AMEWU 383

Upgrading English as a Foreign Language Learners' Speaking Skill through Effective Communicative Activities
Azoua Mathias HOUNNOU 397

Grift, Perseverance, and Resilience on the Golden Path to Ascendancy: A Critical Reading of Maya Angelou's "Still I Rise" and Langston Hughes's "Mother to Son."
Kodzo Kuma AHONDO 409

Patriarchal System and Women's condition in Flora Nwapa's and Buchi Emecheta's works
Flore DIATOULOU, Zéphirin BOKOTIABATO MOKOGNA 427

Le mot de la rédaction

Le comité de rédaction de la revue *Ntela* est heureux de présenter dans cette livraison d'autres articles reçus pour le compte du numéro de décembre 2021. On le voit, il s'agit ici du second volume de ce deuxième numéro qui souligne le dynamisme de la recherche et de la diffusion des savoirs en Afrique, notamment dans l'espace académique CAMES. L'idée de faire deux volumes se justifie par la densité numérique et la diversité originelle des textes retenus par le comité des pairs consultés pour leur évaluation.

Les articles constituant le premier volume de ce numéro concernent trois disciplines des sciences humaines proches que sont l'histoire, la géographie et la philosophie. Ceux réunis dans ces colonnes concernent la sociologie, la psychologie, les sciences de l'éducation, la communication, la littérature, les sciences du langage et l'anglais. Ils viennent des pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, la République du Congo et le Togo. L'honneur et le plaisir qui sont pour nous de publier, dans ce volume, les vingt-trois textes originaux venus d'horizons scientifiques divers nous confortent dans notre engagement de participer efficacement à la mission de diffuser les savoirs en Afrique et dans le reste du monde.

Le comité de rédaction félicite les auteurs et tous ceux qui ont collaboré dans la matérialisation de cette œuvre. Il leur souhaite, déjà, une bonne fin d'année, dans l'espoir que celle qui s'ouvre bientôt leur offre encore des perspectives meilleures. Les lecteurs de l'ensemble des textes publiés dans ce deuxième numéro sont encouragés à en faire bon usage et à participer, de la sorte, au développement de l'Afrique. La publication du troisième numéro de *Ntela* interviendra en juin 2022. C'est un rendez-vous ferme !

La rédaction

I. SOCIOLOGIE

La politique de municipalisation accélérée en République du Congo et ses implications sociologiques et économiques : cas de Makoua dans le département de la Cuvette centrale

Richard Macaire LENGO *

Résumé

En 2004, le gouvernement congolais entreprend un programme de construction, de reconstruction et de modernisation des infrastructures de base dénommée « municipalisation accélérée » dont l'objectif officiel est de corriger significativement les inégalités socioéconomiques existant entre les départements du pays. De par son principe et les résultats escomptés, la municipalisation accélérée suscite l'adhésion des populations malgré son instrumentalisation par le pouvoir en place. C'est le cas de la sous-préfecture de Makoua dans la Cuvette centrale où l'adhésion populaire à cette politique résulte du bitumage des routes Owando-Makoua-Mambili et Makoua-Etoumbi. Cette politique a généré l'inflation qui constitue un enjeu social et économique majeur pour les acteurs sociaux qui voient leur pouvoir d'achat chuter. La mutation de l'ethos urbain en zones rurales a conduit progressivement au changement d'habitus et de mentalités des populations rurales qui souhaitent dorénavant être associées par des enquêtes préalables au lancement de tout programme d'urbanisation et de développement social.

Mots-clés

Municipalisation accélérée, effets socioéconomiques, Makoua, Municipalisation choisie-Municipalisation subie, effets pervers, zones rurales.

---

*Sociologue, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Université Marien Ngouabi, Brazzaville (République du Congo) ; E-mail : richardolengo@gmail.com ; lengoglorielle@yahoo.fr

Abstract
In 2004, the Congolese government undertook a programme of construction, reconstruction and modernisation of basic infrastructure known as 'accelerated municipalisation', the official objective of which is to significantly correct the socio-economic inequalities existing between the country's departments. The principle and expected results of accelerated municipalization are supported by the population despite its instrumentalization by the government. This is the case in the sub-prefecture of Makoua in the central Cuvette, where popular support for this policy is the result of the tarring of the Owando-Makoua-Mambili and Makoua-Etoumbi roads. This policy has generated inflation, which is a major social and economic issue for social actors whose purchasing power has fallen. The mutation of the urban ethos in rural areas has gradually led to a change in the habitus and mentalities of the rural populations, who now wish to be involved in surveys prior to the launch of any urbanisation and social development programme.

Keywords
Accelerated municipalisation, socio-economic effects, Makoua, Chosen municipalisation-Subject municipalisation, perverse effects, rural areas.

Introduction

La « municipalisation accélérée » est « un vaste programme de construction, de reconstruction et de modernisation des infrastructures de bases mis en œuvre par le gouvernement de la République du Congo pour améliorer le social des populations […] »[1]. À ce concept, l'on adjoint ici, ceux de « municipalisation subie » et de « municipalisation choisie », qui sont considérés comme antithétiques. La « municipalisation subie », au sens de cette réflexion, se laisse comprendre comme une politique de développement social et économique conçue et mise en œuvre par le pouvoir central sans nécessairement tenir compte des aspirations de la population cible. Cependant, la « municipalisation choisie », synonyme de développement inclusif ou participatif, se définit comme cette politique qui tient compte des aspirations des populations concernées par le programme de développement…Quant aux « effets pervers », ils sont

[1] Projet de société de Denis Sassou Nguesso, Le Chemin d'avenir, de l'espérance à la prospérité, p. 33-34.

définis par Raymond Boudon (1997) comme « les effets indésirables, non voulus ou non souhaités ». À travers le concept de « zones rurales », l'on fait allusion à cet environnement dont les particularités, dominées a priori par la solidarité mécanique (Durkheim, 2013) le diffère de celui de la ville au sens classique du terme, même si avec la « municipalisation accélérée », cela semble dorénavant relatif en raison de la mutation progressive de l'ethos urbain en zone rurale. Cependant, bien qu'ayant bénéficié de l'adhésion populaire, cette politique a parfois fait l'objet de controverses au point de susciter des interrogations du genre : quelles sont les implications socio-économiques générées par la politique de municipalisation accélérée dans la sous-préfecture de Makoua ?

Notre hypothèse de travail est la suivante : la « municipalisation accélérée » a conduit à l'éclosion d'une culture entrepreneuriale à Makoua tout en ayant généré des effets pervers sur le quotidien des acteurs sociaux dans cette localité.

L'objectif général de cette réflexion est de cerner les effets socioéconomiques induits par la politique de municipalisation accélérée à Makoua. À cet objectif général nous joignons trois objectifs spécifiques suivants :

- démontrer que la municipalisation accélérée est un programme de transformation sociale ;
- identifier les comportements sociaux et les nouvelles activités générés par cette politique ;
- analyser l'incidence de ces nouvelles activités sur le niveau général des prix à Makoua.

L'enquête s'est déroulée dans la partie septentrionale de la République du Congo, précisément dans la sous-préfecture de Makoua, dans le département de la Cuvette. Précisons que cette enquête ne s'est pas faite exclusivement dans la ville de Makoua, elle s'est beaucoup plus déroulée dans les villages riverains de la route nationale n°2 où l'impact de cette « politique » reste a priori tangible[2] et ceux excentrés par rapport à cette route.

[2] Dans la ville de Makoua, nous nous sommes plus intéressés d'abord au phénomène de taxi-motos qui s'étend d'ailleurs jusqu'aux villages susmentionnés et qui a retenu notre attention du fait qu'il constitue un fait nouveau généré par le programme de municipalisation accélérée. Ensuite, nous nous sommes penchés sur le phénomène de l'inflation qui constitue un problème général dans la sous-préfecture de Makoua auquel s'ajoutent l'émergence et l'amplification des activités génératrices de revenus. Dans les différents villages, il a été question pour nous, enfin, d'identifier la part du

Sur la base d'un échantillon d'au moins 10 enquêtés par village pour un total d'environ 120 personnes interrogées, constituées essentiellement des acteurs sociaux ayant vécu ces différentes mutations, les techniques de l'entretien semi-directif et de l'observation participante et non participante, ont été jugées comme les mieux adaptées à la collecte des données empiriques. Lors des entretiens, les enquêtés ont, le plus souvent été regroupés (focus group) en raison des impératifs de temps, généralement le soir après qu'ils aient vaqué à leurs occupations journalières. Cependant, chacun d'eux avait la possibilité d'émettre un avis complémentaire ou même contraire dans l'hypothèse où un avis n'avait pas été évoqué par l'ensemble. Aussi, nous nous sommes rapprochés également de certains vieux paysans que nous avons eu à interroger de façon individuelle puisqu'ils étaient, selon nous, censés mieux appréhender ces différentes mutations sociales en raison de la différence générationnelle qu'ils avaient par rapport aux jeunes. Les entretiens se sont passés aussi bien dans les villages aux « mbongui »[3] que dans les champs, forêts, campements pour la fabrication de la farine de manioc (foufou) couramment appelés « chantiers »[4] (de façon exceptionnelle) sur la route nationale 2 et les pistes agricoles à Makoua au nord du Congo. Le moyen de circulation qui nous a permis de rallier les différents villages où les enquêtes se sont déroulées a été la moto « Djakarta ». À cette technique de collecte de données, s'ajoute évidemment la recherche documentaire et internet.

Après avoir montré, dans un premier point que la municipalisation accélérée est un programme de transformation sociale, le deuxième point s'attachera à élucider les comportements sociaux et les nouvelles activités générés par cette politique. Le troisième point fera un focus sur l'analyse de l'effet de ces nouvelles activités sur le niveau général des prix à Makoua.

social dans les différentes réalisations issues de la politique de « municipalisation accélérée » et le changement progressif des habitus et/ou mentalités chez les populations rurales.

[3] Hangar traditionnel fait d'une toiture couverte en tuile ou en paille soutenue par des poteaux en bois et dont les alentours peuvent ou ne pas être couverts.

[4] Le foufou est un féculent d'origine afro-américaine fabriqué sur la base du manioc épluché, dilué, nettoyé, séché puis écrasé avant préparation. Le terme de chantier qui est nouveau, renvoie à l'endroit où les paysans campent pour fabriquer ce féculent très consommé dans toute la République du Congo.

1. La « Municipalisation accélérée » : un programme de transformation sociale

Encadré : Bref aperçu sur la présentation de la ville de Makoua

La sous-préfecture de Makoua est située au nord du Congo à environ 600 km de la capitale Brazzaville en pleine forêt équatoriale avec une population d'environ vingt un mille neuf cent dix (21.910) habitants. La ville se trouve sur la rive droite de la Likouala Mossaka, à mi-chemin entre Etoumbi et Ntokou sur cette rivière. Elle est reliée à la capitale départementale Owando, située à une soixantaine de kilomètres en partant de Brazzaville. Traversée par l'équateur, elle a un climat tropical et humide aussi appelé climat de mousson avec une forte pluviométrie et des niveaux de soleil très intenses. La pratique de l'agriculture constitue l'activité économique principale des populations qui cultivent le manioc, essentiellement pour la subsistance avec une proportion pour la commercialisation. L'élevage y est pratiqué également à ces mêmes fins. À ces activités économiques classiques, se greffe la pratique de la pêche et de la chasse aussi bien pour l'autosubsistance que pour la commercialisation. Il est à noter que ces deux activités sont assujetties aux saisons. La pêche se pratique souvent lors de la grande saison sèche au moment des décrues. La pratique de la chasse dépend quant à elle du calendrier imposé par le ministère de l'économie forestière pour des besoins de reproduction des espèces animales (la faune). Ce ministère a en charge la régulation de la chasse pour préserver la faune contre les abus des chasseurs et singulièrement des braconniers afin d'éviter la tragédie des biens communs. La vente des produits de la cueillette (feuille de manioc, *gnetum africanum*, fruits sauvages, …) constitue aussi une des activités caractéristiques de cette zone.

Aux questions « que pensez-vous de la municipalisation accélérée ? » et « Comment l'appréciez-vous ? » posées aux différents groupes d'acteurs sociaux ayant fait l'objet de notre enquête, la majorité[5] manifeste un sentiment de satisfaction générale à l'égard de cette politique du fait de la construction des infrastructures routières. Cependant, même si le sentiment des populations s'avère globalement positif en raison particulièrement du bitumage des routes Owando-Makoua-Mambili (longue de 122 km), Makoua-Etoumbi (100 km)[6] et

[5] Particulièrement les populations riveraines de la nationale 2 (Makoua-Mambili). Les autres populations excentrées par rapport à cette route ayant exprimé un sentiment mitigé.

[6] Le bitumage de ces deux tronçons a réduit le coût des titres de transports pour les populations. Le billet Brazzaville-Makoua par la compagnie « Océan du nord » est

Makoua-Boya (40 km de Makoua, faite en latérite), certains ne cachent pas leur sentiment de déception vis-à-vis de cette politique qu'ils considèrent comme un programme qui n'a pas tenu compte de leurs aspirations. Parmi ces populations, se trouvent celles[7] dont les activités sont mises à rude épreuve par le mauvais état des pistes agricoles, en particulier les (trois (3) vasières)[8]. Dès lors, la « municipalisation accélérée » semble avoir laissé un sentiment d'amertume pour ces populations excentrées[9] par rapport à la nationale 2 car la route apparait aux yeux de l'ensemble des acteurs sociaux ayant fait l'objet de cette enquête, comme l'infrastructure la mieux appréciée[10] avec le bitumage des routes Owando-Makoua-Mambili (122 km) et Makoua-Etoumbi (100 km)[11].

Ainsi, bien que l'ensemble des enquêtés ait globalement apprécié positivement cette politique, le jugement qu'ils font de celle-ci est fonction du contexte et des particularités dans lesquelles ils vivent. Par conséquent, généraliser la manière dont ces populations se la représentent, déboucherait sur des résultats biaisés.

Par ailleurs, il ressort clairement de notre enquête qu'un certain nombre d'infrastructures, bien qu'insuffisantes selon nos enquêtés, ont été construites grâce à ce programme de développement. La réhabilitation des centres de santé intégrés d'Issengue (15 km de Makoua) et d'Epéré (40km de Makoua), fonctionnels au moment de

---

passé de 15.000FCFA à 12.000FCFA, soit un taux de réduction de 20% ; le billet Owando-Makoua par les « cent-cent » ou « taxi bus » est passé de 5.000FCFA à 2.500FCA, soit un taux de régression de 50% ; celui de Makoua-Etoumbi est passé de 10.000 FCFA à 5.000FCFA, soit une baisse de 50%.

[7] Il s'agit plus précisément des populations des villages de : Aboua, Mvoula, Enguindi, Doua-Ossendo, Ossouangui, Odzala, excentrés par rapport à la route nationale n°2 et situés entre la Likouala Mossaka et la Mambili.

[8] « Ola », « Doua » et « Ondzemba ».

[9] Bien qu'ayant, comme les autres acteurs sociaux, appréciés positivement cette politique suite au bitumage de la nationale n°2, notamment les tronçons Owando-Makoua-Mambili (de 122 km) et Makoua-Etoumbi (100km).

[10] Car, non seulement elle facilite l'écoulement des produits agricoles, la circulation des personnes et des biens, le brassage culturel, l'unité nationale mais aussi l'émergence des activités génératrices de revenus. Ce qui justifie le regret des populations dont les pistes n'ont pas été améliorées qui conditionnent les futures campagnes électorales par la construction de ces pistes faute de quoi, ils feront usage du balai traditionnel qui symbolise l'Autorité dans leur culture pour empêcher la campagne électorale : « Pas de route, pas de campagne » disent-ils.

[11] À noter que lors de notre enquête (2014), le tronçon Mambili-Ouesso (environ 200km) était en cours de réalisation.

notre enquête, à laquelle s'ajoute la construction de ceux de Boya (40km de Makoua) et Odzala (50km de Makoua), encore non-opérationnels au moment de notre enquête, sont à mettre à l'actif de cette politique. A ces infrastructures socio-sanitaires se joignent la construction des écoles et des bâtiments scolaires. Les écoles primaires d'Epére et d'Ihoura sur la nationale 2 (30 et 40 km de Makoua), construites avec le concours de la coopération sino-congolaise conformément aux règles du contenu local[12]font également office de référence résultant de cette politique. Il en est de même pour les écoles de Mvoula et de Boya (32 et 40 km de la ville de Makoua). Le collège et l'école primaire d'Aboua (23 et 25 Km de la ville de Makoua)[13] ont bénéficié de nouveaux bâtiments scolaires et des logements des professeurs (cas du collège).

Ce qui parait paradoxale, c'est que même après la « municipalisation accélérée », il n'existe toujours qu'un seul collège dans toute la zone « Makoua-Opa »[14], et huit écoles primaires pour 34 villages. Des enfants de six ans sont contraints de parcourir 16 km pendant 5 jours par semaine pour se rendre à l'unique établissement scolaire de la périphérie de leur village. Pour ceux fréquentant le collège, on assiste encore au phénomène de « campements scolaires »[15] en raison de l'insuffisance du nombre de collèges dans la zone. Dans les deux cas, il n'est pas surprenant d'assister à l'abandon involontaire des études par les élèves, faute d'assistance (S. B. Mboko Ibara, 2015 ; M. N'gonika, 1999), d'exigences physiques très fortes qu'impose le trajet quotidien.

---

[12] Selon les informations qui nous ont été donné lors de notre enquête, les accords portant construction de la route Owando-Makoua-Mambili, prévoyaient la construction des infrastructures à caractère social le long de cette route.

[13] Un des bâtiments de l'école primaire d'Aboua, construit par le conseil départemental depuis 2008, ne dispose d'aucune table banc. Les enfants font face à la rude épreuve de prendre les cours à même le sol à la grande détresse des éducateurs et des parents.

[14] Située de l'autre côté entre la Likouala Mossaka et la Mambili.

[15] Les élèves sont contraints de quitter leurs parents pendant la période scolaire pour soit, louer à côté de l'établissement, soit habiter chez un parent dont le village est tout proche de l'établissement où les rapports avec ce dernier ou ses enfants ne sont pas toujours bons. Ce qui justifie d'ailleurs le repli que ces derniers font chaque week-end pour se ravitailler auprès des parents dans les villages dont ils sont originaires. Des témoignages reçus, certains élèves sont même exploités dans certaines familles d'accueil. On les utilise pour divers travaux (champêtres, coupe du bois, vaisselle…) au grand dam de leurs études. Les relations dans les familles se sont détériorées en raison du mauvais traitement infligé à ces enfants par certaines familles d'accueil lors de leur séjour scolaire.

À cela s'ajoute le fait que les enfants passent un maximum de temps hors du cadre familial à un âge où l'éducation et l'encadrement familial s'avèrent nécessaires pour la socialisation de l'enfant. La conséquence immédiate de la conjonction de ces facteurs est l'orientation involontaire, mais précoce des enfants vers les activités génératrices de revenus. L'analyse de Jean Pierre Missié (2012, p. 212) est fort édifiante :

> […]. Une simple analyse sociologique permet de relever qu'un environnement social de pauvreté […] influence fortement la décision des enfants d'abandonner ou de poursuivre des études, en raison des conditions de vie […]. Un environnement qui valorise plutôt des raccourcis pour gagner un peu d'argent. Ce que l'on appelle localement par « Coop » pour traduire les stratagèmes élaborés pour réussir un coup fumeux qui rapporte de l'argent […].

Ainsi qu'il apparait clairement, la municipalisation accélérée devait être une chance inouïe pour soulager la situation scolaire des enfants de Makoua qui, du fait de ses effets bénéfiques, leur éviterait un abandon précoce des études. Pourtant, plutôt que de soulager significativement la situation scolaire des écoliers, la politiquement de la municipalisation accélérée a, au contraire, cédé le flanc à une émergence de nouveaux comportements et de nouvelles activités économiques des populations locales.

2. Émergence de nouveaux comportements et de nouvelles activités

La municipalisation accélérée a généré des nouveaux comportements et de nouvelles activités en zones rurales. À l'occasion de notre enquête, les activités nouvelles suivantes ont été identifiées : la naissance des « taxis motos », des bus (activité embryonnaire) ; l'amplification de la fabrication et la vente du foufou (farine de manioc)[16], l'intensification des activités de cueillette et des petites activités découlant de l'électrification de la ville de Makoua.

À propos du phénomène des « taxis motos », il y a lieu de dire que son amplification n'est pas du reste l'apanage exclusif de la sous-préfecture de Makoua. Il s'agit d'un fait nouveau, né avec la politique

[16] Les agriculteurs peuvent se réjouir en voyant leur chiffre d'affaire augmenté par la hausse du prix du sac de foufou, conséquence de l'augmentation de la demande.

de « municipalisation accélérée », particulièrement avec l'amélioration des voies de communication (routes) et qui fait suite à la défaillance des pouvoirs publics dans le secteur des transports. Dans un contexte de résilience économique accrue, les jeunes font de cette opportunité une stratégie de survie. On peut aussi le cerner comme un transfert d'habitus des grandes agglomérations vers les centres urbains secondaires et les zones rurales, avec notamment l'émergence des activités économiques urbaines et les comportements y relatifs (G. Courade et M. Bruneau, 1983, p. 59-92). Dans la ville de Makoua, ce phénomène constitue une véritable activité lucrative pour les jeunes ; activité qui les sort relativement de l'oisiveté. D'après les témoignages reçus de quelques-uns d'entre eux, cette activité leur permet d'accomplir leurs obligations familiales[17]. Mais il est déploré chez ces jeunes, la négligence générale dans le port du casque de protection en dépit d'incessantes interpellations des autorités politico-administratives de la place[18]. Ce qui constitue un véritable problème de sécurité publique lorsqu'on sait qu'il est parfois organisé des concours de « Djakarta ». Six cas de décès ont d'ailleurs été recensés depuis l'émergence de ce phénomène d'après notre enquête. La principale difficulté évoquée par ces jeunes et ceux des « cent-cent » ou « taxis bus », reste la rétention du carburant par les pompistes des différentes stations-services qui sont, d'après eux, en complicité avec les « Kadhafi »[19], provoquant ainsi la flambée de son prix[20] conformément à la loi de l'offre et la demande.

Dans les villages, où l'on assiste progressivement à la substitution de la bicyclette par le vélo moteur « Djakarta », le phénomène de « taxi motos » a vraiment pris de l'ampleur. La moto est utilisée pour

---

[17] Le coût est fonction de la distance. Au centre de Makoua, le prix de la course est fixé au trop à 1.000FCFA. En dehors de la ville, le prix varie entre 5000FCFA et 10.000FCFA en fonction, naturellement de la distance ou de la destination du client. La recette journalière moyenne est de 7.500FCFA. Les périodes de pointe sont généralement, celles où sont organisées de grandes manifestations ou lors des différentes descentes des autorités politico-administratives dans la ville (cas du député, du préfet...). À ce moment, la recette journalière oscille entre 10.000 et 15.000FCA.

[18] Cela constitue un sujet de moquerie vis-à-vis des autorités politico-administratives.

[19] Attribut que le sens commun donne à tous ceux qui font le commerce du carburant au noir. De 6 h à 18 h, la consommation moyenne en carburant est de 4 litres par jour pour la moto « Djakarta ». Toutefois cela reste relatif en fonction du trajet parcouru dans la journée.

[20] Au marché noir, précisément chez les « Kadhafi », le litre d'essence est vendu à 750 voire 1000FCFA soit un taux d'augmentation de l'ordre de 25 à 40% par rapport au prix officiel qui est de 600FCFA.

plusieurs fins, aussi bien par les hommes que par les femmes, jeunes ou vieux. D'abord à titre commercial pour le transport et la vente du foufou, du manioc, des feuilles de manioc, du coco, de la viande de brousse, du poisson, etc. Ensuite sur le plan sécuritaire pour des cas de force majeure relatifs aux maladies graves ou pour l'approvisionnement en produits alimentaires ou pharmaceutiques. Le cas échéant, elle peut également servir d'ambulance pour des évacuations sanitaires. À cela s'ajoute son utilisation pour les déplacements quotidiens inter-villages ou pour rallier les champs s'ils sont distants. Enfin, certains jeunes villageois s'en servent pour venir faire la « vie [21]» dans la ville de Makoua.

Au demeurant, ces populations préfèrent la moto « Djakarta » du fait qu'elle serait, selon elles, plus efficace et économique que la « Yamaha 100 », au regard de sa configuration : « Avec la Djakarta, je peux amener trois sacs de foufou ; ce que l'on ne pourra jamais faire avec une Yamaha 100. En plus, la Djakarta est très économique dans la consommation du carburant… »[22]. Ce qui constitue une motivation supplémentaire pour eux, laquelle les pousse à beaucoup travailler pour s'en acheter. Les statistiques d'achat des vélomoteurs « Djakarta » par les populations rurales sont édifiantes. Pour 13 villages choisis dans la zone « Makoua-Opa », on dénombre environ 178 motos « Djakarta », soit une moyenne d'environ 14 motos par village[23] : un véritable changement social lorsqu'on sait que la bicyclette constituait un outil essentiel de l'activité économique des paysans dans cette zone. Aujourd'hui, dans la ville de Makoua et ses villages satellites, la bicyclette a été substituée par la moto « Djakarta » par les populations pour le transport et la vente des sacs de foufou (farine de manioc)[24].

[21] Expression qui, dans le langage courant signifie « s'enivrer de boisson, danser avec les *nana* c'est-à-dire les femmes ou tout simplement jouir de son existence… ». De même l'expression « Tant qu'on a encore des dents, il faut manger les maïs » est souvent interprétée comme allant dans le même sens.

[22] Fabrice Akolo, E.O n°1 du 7 juin 2017.

[23] Aboua (07), Enguindi (28), Doua (13), Mvoula(32), Ossouangui (06), Otala (06), Itanière (17), Boya (21), Issengue (09), Tsiako (09), Odzala (11), Epére (14), Angale (05).

[24] Le coût du transport d'un sac de foufou par motos du village d'Aboua, où nous étions basés, pour à Makoua est de 2.000FCFA. Le prix du sac de foufou passant de 15.000FCFA au village à 17.000FCFA à Makoua. Lorsqu'un jeune transporte un sac de foufou par moto du village à Makoua, il tire le bénéfice des 2000FCFA de transport, les 15000FCFA revenant au propriétaire de la marchandise. Le paquet des

Avec l'augmentation de la demande[25], désormais, les paysans ont vu leur chiffre d'affaire augmenter considérablement grâce à ce commerce[26]. Le témoignage suivant renseigne suffisamment : « Avec le désenclavement de l'arrière-pays, il est difficile qu'un jeune puisse manquer de l'argent »[27].

Par ailleurs, il a été identifié l'achat des taxis en occasion par des jeunes villageois[28]. Ces taxis sont occasionnellement exploités dans le trafic Makoua-Mambili (50 km). Cependant, ce trafic qui reste encore très irrégulier[29]. Cette politique a donc suscité l'émergence de la culture entrepreneuriale ou l'esprit d'imagination, souvent assez faible dans la zone.

L'électrification de la ville de Makoua en février 2014 a conduit à l'émergence des activités informelles (A. Attant-Ngouari, 2005). Certains jeunes ont ouvert des ateliers de soudure pour divers travaux comme la fabrication des grilles de maison. Cependant, en raison de la faiblesse de la culture entrepreneuriale, seuls trois jeunes dans la ville de Makoua ont pris l'initiative d'ouvrir des ateliers de soudure[30] au moment de notre enquête. À cela s'ajoute l'ouverture des chambres froides pour la vente des produits surgelés[31]. Ce qui a conduit au changement progressif des habitudes alimentaires des villageois. L'implantation d'une boucherie dans le village de Boya (40 km de Makoua) où nous nous sommes rendus dans le cadre de notre enquête, conforte cette évidence qui traduit notamment la transition alimentaire qui s'opère en zones rurales où la consommation « bio » est mise à rude épreuve par la vente et la consommation des produits surgelés. Quand une personne part pour les lieux considérés comme sources d'approvisionnement (Makoua, Boya), il y a une collecte de fonds où des acteurs sociaux, en fonction de leurs possibilités, envoient acheter

---

feuilles de manioc revient à 25FCFA au village et 50FCFA à Makoua, soit un taux d'augmentation de 50%.

[25] De plus en plus, on assiste à l'implantation des campements de fabrication de foufou dans les villages. Les images jointes en annexe, illustrent avec clarté ce phénomène.

[26] Cuit, couramment appelé « mongouele » ou cru, très prisé dans la zone appelé « mossombo ».

[27] Jacques IKOULA, E.O n°2 du 7 juin 2017.

[28] Il s'agit des nommés NGOUA Luc qui dispose de deux taxis et Urbain LANGA-LANGA qui en a un d'après notre enquête.

[29] Le coût par personne est fixé à 2.000FCFA.

[30] Il s'agit des nommés OSSIE, OTANGA, AYELA.

[31] Six chambres froides ont été comptabilisées lors de notre enquête (4 en pleine ville de Makoua et 2 dans les villages).

des vivres pour satisfaire les besoins de leurs familles respectives. En fait, cette pratique apparait comme une nécessité, disant même une contrainte en raison de la crise alimentaire qui sévit dans la zone, conséquence de la forte demande qui fait suite à la « Municipalisation accélérée »[32]. C'est un enjeu social majeur puisque ce changement d'habitudes alimentaires soulève l'épineuse question de la sous-alimentation des populations actuellement. Le désenclavement de l'arrière-pays a eu pour effets pervers l'augmentation du coût des produits frais (viande fraiche et fumée, poisson frais et fumé) conformément à la loi de l'offre et de la demande (J. B. Say, 1803)[33]. Avec l'explosion de la demande imputable à cette situation, il est mieux pour un paysan de vendre sa viande ou son poisson à un commerçant ambulant venu de Makoua, voire de Brazzaville, qui l'achète deux ou trois fois plus cher que de le vendre à un voisin du village qui le prendrait à un prix dérisoire.

Avec la généralisation et/ou la vulgarisation du téléphone portable, un chasseur a la possibilité de monter sur un arbre en pleine forêt ou de sortir dans la savane pour rechercher le réseau et faire signe à sa clientèle depuis Makoua pour l'achat du gibier. Ce qui, en conséquence, oblige la majorité de la population à s'acheter les produits surgelés bien que certaines d'entre elles résistent encore à cette nouvelle habitude alimentaire du fait que cette consommation est inadaptée à leurs coutumes alimentaires. C'est ce que Pierre Bourdieu nomme « hystérésis d'habitus », mieux la résistance au changement et qui porte sur la difficulté pour certains acteurs sociaux de s'adapter aux effets du changement social. Un paysan nous disait clairement : « En consommant ces produits, je vais me détruire… »[34]. Cette destruction dont il fait allusion, n'est pas charnelle, mais métaphysique et a trait aux représentations des acteurs sociaux dans ce milieu dont les croyances ancestrales hantent l'imaginaire collectif (J. Tonda, 2006). La consommation des produits surgelés serait synonyme de transgression des interdits fétichistes et anéantirait ou réduirait alors cette puissance

[32] Dans les habitus des acteurs sociaux de cette zone, la consommation d'un repas manquant de viande ou de poisson, couramment dénommé « ombanda » selon la terminologie du milieu, est très méprisée. Ce qui constitue davantage une motivation pour la consommation des produits congelés.

[33] Selon cette théorie, l'augmentation de la demande entraine l'augmentation du prix des produits.

[34] Jean Ebissou, E.O n°3 du 7 juin 2017 à Doua-Ossende (Makoua).

protectrice sans laquelle l'intéressé serait exposé aux attaques nocturnes adverses, pur reprendre ses termes.

À côté de ces activités lucratives nées du fait de l'électricité, on peut noter celle portant sur la fabrication des sucettes[35]et la vente de boisson, activités le plus souvent exercées par des sujets féminins et Ouest-africains. Enfin, une autre activité qui s'est amplifiée après la « municipalisation accélérée », est celle de la multiplication des restaurants dont le prix des services est fonction des périodes[36]. Déjà, en 2013, V. P. G. Loussaka Kifouani (2013, p. 11) avait analysé les mutations générées par l'approvisionnement de l'eau et de l'électricité aux citoyens de Pointe-Noire avant et après la Municipalisation accélérée. Il a été question pour cette auteure de révéler les changements sociaux et les nouveaux habitus induits ou générés par la politique de « municipalisation accélérée » chez les ponténégrins[37] concernant ces deux denrées. Au terme de son étude, l'auteure affirme que la difficulté pour l'approvisionnement en eau et électricité, à laquelle font face les ponténégrins au quotidien, a obligé ces derniers à mettre en place des stratégies afin de subvenir à ces besoins, outre les moyens classiques d'approvisionnement que sont la SNE[38] et la SNDE[39]. Ainsi, en dépit de certaines réhabilitations et constructions, la « municipalisation accélérée » n'a presque pas été perçue au sein de la population ponténégrine au point de ne pas changer leur habitus d'antan. Aussi conclut-elle, cette politique a constitué plus une stratégie visant à améliorer l'image du Président Denis Sassou N'guesso, image identifiable au concept du « capital symbolique » de Pierre Bourdieu (1980) et qui consiste à la quête inassouvie d'un prestige social, de la reconnaissance et de l'estime au sein de la société Congolaise (V. P. G. Loussaka Kifouani, 2013, p. 50-51).

Par ailleurs, avec les mutations à grande échelle qui affectent le monde et la société congolaise, on se rend progressivement compte que le monde rural, fermé par essence n'est guère épargné (M. D. P. Ikounga, 2000 ; R. M. Lengo, 2021). La marchandisation des rapports sociaux (G. Simmel, 1900, D. De Blic et J. Lazarus, 2007, J. Ellul, 1979,

---

[35] Sky, yaourts, monts blancs…

[36] Lors des manifestations, il arrive que les prix augmentent de 30 à 50%.

[37] Habitants de la ville de Pointe-Noire en République du Congo.

[38] S.N.E : Société nationale d'électricité, devenue depuis lors Energie électrique du Congo.

[39] S.N.D.E : Société nationale de distribution d'eau, devenue depuis lors la congolaise des eaux.

A. Deneault, 2012) mute progressivement vers la zone rurale au grand dam de la solidarité mécanique (Durkheim, 2013) qui la caractérise. Ce postulat culturel qui constitue une caractéristique essentielle de ce milieu, connait aujourd'hui une mutation avec la conversion progressive de l'ethos rural, fondé sur la solidarité mécanique, en un ethos urbain, caractérisé entre autres par l'ascendance de l'argent dans les rapports sociaux.

Par ailleurs, on note de réelles difficultés d'adaptation des populations à la nouvelle donne (celle du goudron) avec l'amplification et l'intensification du rythme de circulation des véhicules et motos. C'est tout le sens de l'analyse de Michel Crozier (1979) selon laquelle le changement des comportements sociaux ne se décrète pas. D'après notre enquête, il y eut des accidents de circulation, essentiellement dus à un problème d'adaptation. En effet, la liesse populaire liée au bitumage des routes et/ou des voiries urbaines est parfois contrastée à des risques que ces acteurs sociaux encourent[40] quotidiennement au lendemain de la matérialisation de cette politique avec comme point d'orgue pour les populations, le bitumage des routes Owando-Makoua-Mambili (sur la nationale n°2) et Makoua-Etoumbi (en allant vers la frontière du Gabon)[41].

Un autre fait émergeant, dans la ville de Makoua est celui de l'activité sexuelle dont se servent certaines jeunes filles comme stratégie de survie, surtout à l'occasion des grandes manifestations, des cérémonies officielles qui prennent une allure de fête, etc. (M. H. Nguié, 2020, J.-P. Missié, 2009). Ces filles, qui embellissent leur corps outre mesure lors desdits moments avec des styles vestimentaires qui frôlent l'indécence (Koumba Boupo, C. 2011), sont prêtes à tout pour avoir de l'argent. Elles font la promotion de la « culture de facilité » au détriment de la culture de l'effort. Certaines seraient même consignées d'avance à chaque descente d'une délégation politique des membres du parti au pouvoir, occasionnant l'instrumentalisation de fait, de leurs corps lors de cette période hautement lucrative pour elles. Ce qui peut constituer un sérieux problème de santé publique en raison de la

[40] Surtout au lendemain de la mise en service du tronçon bitumé.

[41] Les conseils donnés par la radio Akoua-Penda sont particulièrement axés sur les manières de traverser le goudron, la rive à emprunter lors de la circulation, la nécessité pour les piétons de faire usage de la bande de sécurité qui leur est réservée pour traverser les voiries urbaines… À noter que cette radio locale, très suivie dans toute la zone, émet jusqu'à Etoumbi, Owando et s'étend jusqu'au-delà de la rivière Mambili.

propagation éventuelle de certaines pathologies comme les Maladies sexuellement transmissibles (M.S.T). L'enquête menée a révélé que ce phénomène provoque une instabilité conjugale et occasionne le délitement des liens conjugaux.

Le dernier phénomène nouveau qui retient l'attention est celui de l'émergence des antennes paraboliques. En effet, dans la ville de Makoua, comme dans nombre de villages satellites, l'apparition de ces antennes, constitue une véritable nouveauté. Sur un échantillon de 50 parcelles, choisis au hasard dans le quartier « Mossaketa » de Makoua, 38 soit, 76% ont des antennes paraboliques, contre 12, soit 24% de parcelles qui n'en disposaient pas encore à la date de notre enquête (décembre 2017). Dans les villages, le constat reste presque le même[42]. On compte environ 14 antennes paraboliques pour 7 villages, soit une moyenne de 2 antennes par village. Un véritable changement social là aussi. D'ailleurs, la coupe du monde « Brésil 2014 » a été largement suivi par les acteurs sociaux dans ces différents villages alors qu'avant, la ville de Makoua cristallisait à elle seule toute l'attention de ces populations lors de grands événements sportifs. Mais le fait que les programmes de ces chaines (occidentales pour la plupart), soient conçus en fonction de leurs réalités, exemptes de tabous, pourrait éventuellement impacter, sur le long terme, les comportements des populations, particulièrement ceux des jeunes qui, le plus souvent, manifestent un certain complexe d'infériorité vis-à-vis de la culture occidentale, considérée à tort ou à raison comme la meilleure (C. Koumba Boupo, 2011). Dès lors, l'ethos rural est absolument mis à rude épreuve par l'ethos urbain qui tend progressivement à le supplanter. La municipalisation accélérée a donc concouru à la mutation progressive de l'ethos urbain en zones rurales au grand dam de ses principes. De même, elle a induit une hausse du niveau général des prix dans la localité de Makoua.

3. La « Municipalisation accélérée » et l'inflation

La politique de « municipalisation accélérée » a eu des effets sur la hausse du niveau général des prix. L'augmentation des prix de certains produits que nous avons recensé, confirme l'ampleur de ce phénomène qui constitue l'effet pervers[43] de cette politique conformément à la loi

[42] Mvoula (3), Aboua (2), Enguindi (2), Doua 2), Issengue (1), Tsiako (2), Boya (2).

[43] Dans le cadre de cet article, le concept « d'effets pervers » renvoi aux effets non souhaités qui résultent de la mise en œuvre du programme de « municipalisation

de l'offre et la demande de Jean Baptiste Say (1803). En effet, du prix du loyer, à celui du sac de « foufou » en passant par ceux des produits de la cueillette jusqu'au paquet de bois de chauffe, il est évident que la « Municipalisation accélérée » soit à l'origine de l'inflation aussi bien dans la ville de Makoua que dans les villages environnants. Cela se trouve davantage amplifier par le fait que dans l'imaginaire des populations, la « Municipalisation accélérée » représente, disons, symbolise également « l'argent », l'occasion pour eux de tirer profit des deniers publics[44]. Les différents montants alloués à chaque département dans le cadre de ce programme, confortent d'ailleurs largement cette tendance[45]. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette inflation n'est

accélérée ». Il s'agit en fait des conséquences indésirables qui suivent l'exécution de cette politique et qui, le plus souvent, échappe au contrôle des acteurs sociaux. Le phénomène de l'inflation par exemple n'a pas été volontairement voulu ou souhaité par les concepteurs du programme de « municipalisation accélérée » ou même par les populations rurales même s'il peut, dans une certaine mesure, arranger quelques-unes d'entre elles par l'augmentation de leur chiffre d'affaire.

[44] Tenez par exemple, le prix du paquet de bois de chauffe est passé de 100FCFA à 200FCFA, soit un taux d'augmentation de 100%. Le pouvoir d'achat du panier de la ménagère est passé de 1000FCFA avant la « Municipalisation accélérée » à 4000FCFA après, soit une hausse de 300%. Le prix du loyer est passé pour une chambre-salon de 5000FCFA à 15000FCFA, soit un taux de croissance de 200%. Enfin, le prix du sac de foufou est passé de 12000FCFA à 17000FCFA, soit un taux d'augmentation de 41,66%.

[45] Les budgets prévisionnels de quelques départements concernés par ce programme : Cuvette ouest en 2011 = 300.000.000.000 FCFA (457317,07 euros) ; Pool en 2012 = 500.000.000.000 FCFA (762195,12 euros) ; Plateaux en 2013 = 400.000.000.000 FCFA (609756,09 euros) ; Lékoumou en 2014 = 450.000.000.000 FCFA (685975,60 euros) ; Sangha en 2015 = 400.000.000.000 FCFA (609756,09 euros) ; Bouenza en 2016 = 450.000.000.000 FCFA (685975,60 euros).

pas de nature à améliorer le social des populations rurales qui ont vu leur pouvoir d'achat s'effriter subitement. Ce phénomène (inflation) a conduit à une urbanité de crise (E–Dorier-Appril, A. Kouvouama, C. Appril, 2000).

Conclusion

Au terme de cette recherche qui a porté sur la « Municipalisation accélérée » en zones rurales et dont le terrain choisi a été la sous-préfecture de Makoua dans la Cuvette centrale, notre hypothèse a été confirmée. En effet, bien que l'apport de cette politique dans le désenclavement de l'arrière-pays à travers le bitumage des routes Owando-Makoua-Mambili et Makoua-Etoumbi qui font office de référence pour la plupart des acteurs sociaux soit réel, en raison des avantages qui en découlent, ce programme de développement a aussi engendré des effets pervers en zones rurales. Cette politique a permis l'éclosion de la culture entrepreneuriale, généré de nouveaux comportements et des activités génératrices de revenus. De même, elle a constitué un stimulus poussant les populations rurales à produire davantage en raison de la forte augmentation de la demande résultant du désenclavement de la zone et qui facilite l'écoulement de la production agricole, la circulation des personnes et des biens. Mais concomitamment, s'est aussi émergé un esprit mercantiliste en zones rurales avec la marchandisation des rapports sociaux[46]. La « municipalisation accélérée » est également responsable de l'inflation qui constitue un enjeu social et économique majeur pour les acteurs sociaux en zones rurales qui voient leur pouvoir d'achat diminuer soudainement, sans qu'il n'y ait des perspectives d'avenir sûres.

Ces observations pourraient en définitive éclairer les pouvoirs publics à raisonner prudemment et à construire des interventions ciblées à bon escient, fondées sur les attentes des populations qui souhaitent être associées par des enquêtes préalables au lancement de tout programme d'urbanisation ou de développement social en zones rurales.

[46] Les analyses de Pierre Philippe Rey dont son ouvrage intitulé « Du mode de production lignager au mode de production capitaliste » édifient énormément à ce sujet.

Références bibliographiques

ATTANT-NGOUARI Apollinaire, 2005, « Économie informelle et pratiques populaires au Congo-Brazzaville : état des lieux et perspectives », Montréal, *Cahiers du LAREPPS n°005-09, UQAM.*

BALANDIER Georges (dir.), 1970, *Sociologie des mutations*, Paris, Anthropos.

BOUDON Raymond, 1977, *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF

BOURDIEU Pierre, 1980, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol-N°31, année 1980.

CROZIER Michel et ERHARD Friedberg, 1979, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.

DE BLIC Damien et LAZARUS Jeanne, 2007, *Sociologie de l'argent*, Paris, Découverte.

DENEAULT Alain, 2012, « L'argent comme écran psychique, L'étiologie des névroses et de la perversion en économie à partir de la *Philosophie de l'argent* de Georg Simmel », *Sociologie et sociétés*, *44*(2), p. 165-180.

DOBRY Michel, 2009, « La régression vers les habitus », In *Sociologie des crises politiques*, p. 257 à 283.

DURKHEIM Emile, 2013, *De la division du travail social*, Paris, Quadrige, Éditeur : PUF.

DORIER-APPRIL Élisabeth, KOUVOUAMA Abel, APPRIL Christophe, 2000, *Vivre à Brazzaville, modernité et crise au quotidien*. Paris : Karthala.

ELLUL Jacques, 1979, *L'homme et l'argent*, Lausanne, Presses Bibliques Universitaires.

IKOUNGA Martial De Paul, 2000, *Devoir de parole*, Paris, NM7 Édition.

SAY Jean-Baptiste, 1803, *Traité d'économie politique*, Œuvres complètes.

KEUTCHA TCHAPNGA Célestin, 2005, « Droit constitutionnel et conflits politiques dans les États francophones d'Afrique noire », *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 63, no. 3, 2005, p. 451-491.

KOUMBA BOUPO Célestine, 2011, *Formes et modèles de la socialisation chez les Mitsogho du Gabon* au *XX*^{e} *siècle*, thèse de doctorat, Sociologie-Ethnologie, Université Paul Verlaine de Metz.

LENGO Richard Macaire, 2021, *L'Église Évangélique du Congo (E.E.C) : l'ethos protestant à l'épreuve des pratiques du « monde » et des mutations sociales,* Thèse de doctorat en sociologie, option : sociologie du religieux et des mutations sociales.

LOUSSAKA KIFOUANI Prudence Géraldine, 2013, *Municipalisation accélérée des départements du Congo et changement social : enjeux et défis en matière d'approvisionnement en eau et électricité (cas du département de Pointe-Noire),* Mémoire de maîtrise en sociologie, Brazzaville, FLASH, UMNG.

MBOKO IBARA Stève Bertrand, 2015, *Pauvreté des ménages et éducation au Congo : application d'un modèle de comptage à partir des données du RGPH 2007*, rapport de recherche, Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone. Laval : Université Laval.

MISSIE Jean Pierre, 2012, *Historique et sociologie de la pauvreté en Afrique, regards croisés sur un phénomène durable*, Paris, L'Harmattan.

MISSIE Jean Pierre, 2009, « Sexualité et maternité précoces à Brazzaville. Quid des facteurs, prédisposant », *Revue MIBEKO, 1*.

N'GONIKA Maurice, 1999, *L'éducation au Congo-Brazzaville*. Orléans : Paradigme.

N'GUESSO SASSOU Denis, *Le Chemin d'avenir, de l'espérance à la prospérité, Projet de société,* 2001-2002.

NGUIE Marius Habib, 2020, « Tontines et prostitution à Château-Rouge, Revue internationale des études du développement », *Varia* n°244/2020-4, Éditions de la Sorbonne.

SIMMEL Georges, 1999, *Philosophie de l'argent*, coll. Quadrige. Paris, PUF.

TONDA Joseph, 2006, « La violence de l'imaginaire religieux en société postcoloniale », in Missié Jean Pierre (dir.), 2006, *Les églises et la société congolaise d'aujourd'hui, économie religieuse de la misère en société postcoloniale*, p. 101-121, Paris, L'Harmattan.

NTELA N° 02, Vol. 2, Juillet – Décembre 2021

Le volume de textes reçus dans le cadre de cette livraison suggère à l'évidence, par l'originalité des sujets abordés, leur variété discursive et leur diversité originelle, que malgré les drames (pandémie de Covid-19, terrorisme, guerres asymétriques, changement climatique et ses effets pervers, etc.) auxquels notre monde actuel est confronté, les chercheurs africains restent déterminés à repousser le plus loin possible les frontières de la recherche. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces situations anormales leur offrent de meilleures perspectives de réflexions savantes, dont les résultats permettent de mieux comprendre ce qu'est l'homme dans son essence. Ainsi, bravant la peur, les chercheurs améliorent leurs harmoniques afin de livrer au monde des éléments explicatifs de sa complexité. Ils montrent une résilience à toutes ces situations traumatisantes qu'ils exploitent à leur avantage, en tirant d'elles le maximum de ce qui constituent des champs de recherche.

Contributeurs : Anon Félix N'dia, Pazambadi Kazimna, Assian Agnès Chantal Ahuie, Didier Judes Ondouo, Ramatou Traoré, Richard Macaire Lengo, Kouacou Anzian, N'drin Claverine Dominique N'guessan Loboué, Seexonam Komi Amewu, Flore Diatoulou, Offin Lié Rufin Akiyo, Arsène Elongo, Abibata Dramé, Amah Victoire Kouadio, Patient Bienvenu Mouzinga-Kimbaza, Yawa Ossi Essiomle, Edmond Guy Serge Dibala, Bellarmin Étienne Iloki, Paméssou Walla, Chris Poppel Louyindoula Bangana Yiya, Kaka Kalina, Marodégueba Barma, Noé Marius Moukiama Ngankoussou, Médard Brou Kouakou, Reine Soume Tene, Ida Rose Aimée Pandi Née Mabiala, Essotorom Tchao, Dilone Ograbakou Abago, Régina Patience Ikemou, Mawuli Kodjo Avuletey, Augustin Nombo, Azoua Mathias Hounnou, Zéphirin Bokotiabato Mokogna, Mathias Atsatito, Kodzo Kuma Ahondo.

Infographie : Dreid Miché Kodia Manckessi

ISSN : 2789-3588